

Quatre partis d'accord pour une politique commune de rénovation thermique

12 mai 2014 / [Barnabé Binctin \(Reporterre\)](#)



A l'approche des élections européennes, les candidats sont appelés à s'engager en faveur d'un manifeste pour l'efficacité énergétique des bâtiments. Le sujet transcende les clivages – mais la cause n'avance que lentement.

Avec 40 % des consommations totales d'énergie en France et en Europe, et environ 36 % des

émissions carbone, le bâtiment représente un secteur essentiel dans la lutte contre le changement climatique. Faisant ainsi de la rénovation thermique un enjeu majeur pour la future loi française de transition énergétique actuellement en préparation, mais aussi pour les élections européennes qui se tiendront d'ici là, dans quelques semaines.

« Le Parlement européen est un lieu intéressant pour porter le sujet de l'efficacité énergétique, quand le niveau national bloque pour des raisons politiques et que le niveau régional n'a pas encore tous les outils à disposition pour porter des politiques ambitieuses » explique à Reporterre Joël Vermus, salarié du CLER (**Comité de Liaison des Energies Renouvelables**), chargé d'animer la plateforme du CFEE, la **Coalition France pour l'efficacité énergétique**, qui réunit professionnels et associations engagés dans cette thématique.

Anne Bringault, du RAC-France (Réseau Action Climat) – également membre de la CFEE – confirme : *« On doit beaucoup à l'Europe sur ces questions de rénovation thermique. Nous attendons des futurs députés européens qu'ils soient des aiguillons auprès des Etats membres »*.

Un consensus politique

La semaine dernière, lors d'une conférence de presse, la CFEE a donc invité les candidats aux élections européennes à signer publiquement le **manifeste Renovate Europe**, intitulé *« Halte au gaspillage énergétique dans les bâtiments »*. Ils se sont engagés à :

- ? exhorter les gouvernements nationaux à mettre en œuvre une politique de rénovation ambitieuse,
- ? demander aux commissaires européens de se prononcer sur l'importance de la rénovation thermique,
- ? mettre cette question prioritaire à l'agenda politique et législatif,
- ? contribuer à la diffusion d'exemples de réussite de rénovations ambitieuses,
- ? établir un dialogue avec les autorités locales et leur fournir une assistance dans le cadre de leurs efforts de rénovation du parc.



Quatre candidats représentant autant de formations politiques avaient fait le déplacement : Pascal Durand pour EELV (Europe écologie les Verts), Sophie Auconie pour l'UDI (Union des démocrates et indépendants), Pierre Larroutourou pour Nouvelle Donne et Christine Revault D'allones Bonnefoy pour le PS (Parti socialiste).

Avant de signer tour à tour le manifeste, chacun y est allé de son commentaire. Pour Pierre Larroutourou, « *nous avons perdu beaucoup de temps : la première directive sur l'efficacité énergétique date d'il y a vingt ans !* » Sophie Auconie estime que ce chantier de la rénovation thermique doit être une priorité si l'on veut « *réduire les gaz à effet de serre de 50 % d'ici 2030* ». Pascal Durand rappelle que les 450 milliards d'euros qu'importe en hydrocarbures l'Union européenne chaque année justifie l'ambition d'une « *Europe zéro carbone* à l'horizon 2050, un objectif tenable mais contraignant ».

Le consensus semble transcender les clivages politiques, tout comme les oppositions corporatistes, à l'image de la CFEE qui regroupe à la fois des groupements professionnels du bâtiment (GESEC, Gimélec), des associations engagées dans la protection de l'environnement (FNE, CLER, RAC) et des structures de défense des usagers et consommateurs (UFC-Que Choisir, le syndicat ARC).

Selon Rodolphe Nicolle, qui représente le collectif d'industriels « *Isolons la Terre contre le CO2* » également membre de la CFEE, « *il s'agit d'une alliance originale, alors que les questions énergétiques sont souvent très clivantes* ».

C'est que, selon Joël Vormus, « *l'efficacité énergétique est un projet concret pour l'Europe. Il ouvre à la question de l'indépendance énergétique, en plein crise ukrainienne. Il ouvre à l'enjeu climatique, quand le GIEC sort son nouveau rapport. Il ouvre à la précarité énergétique, quand cinq millions de ménages français en souffrent. Il ouvre à l'emploi, quand le chômage se fait toujours plus important* ».

Blocages et leviers

Les différents acteurs partagent l'objectif à atteindre, mais de points de vue différents. Pas forcément les moyens pour y parvenir. Pauline Mispoulet, directrice du GESC, pointe les entraves au marché : « *Il faut un marché de la rénovation thermique, et il faut un accès à ce marché. Nous avons besoin d'un rétablissement d'une concurrence saine, avec des règles du jeu claires et saines vis-à-vis des anciens monopoles, dans le respect du droit européen de la concurrence* ».



- Signature de la Charte -

Pour Pascal Durand, s'il faut en effet un cadre économique plus favorable – qui passe par la baisse de la TVA sur les travaux d'isolation, pénalisant les PME et petits artisans qui effectuent le plus souvent ces opérations –, le frein est plus global : *« Les politiques d'énergie françaises sont d'abord décidées au Conseil d'administration d'EDF, qui fonctionne sur une politique de l'offre : on fait les tuyaux, on fait les lignes THT, etc. et après on force les gens à consommer. C'est un grand frein à la politique de sobriété ».*

Députée européenne sortante membre de la commission Environnement du Parlement, Sophie Auconie atteste du poids des intérêts en place **lors de la dernière directive européenne sur l'efficacité énergétique** : *« J'ai été surprise que l'on doive défendre à ce point l'idée d'un texte sur la rénovation thermique ».*

Conseillère régionale et candidate aux européennes, Christine Revault D'allones Bonnefoy préfère focaliser l'attention sur ce qui s'opère, déjà, à l'échelon territorial : *« Les collectivités locales, notamment les Régions, sont une échelle intéressante d'accompagnement et d'incitation dans ces travaux de rénovation. Les copropriétés sont aujourd'hui un levier sur lequel il faut continuer de travailler ».*

Pierre Larrourou voit dans les difficultés de la rénovation thermique le symbole d'un manque de volontarisme. La question principale est celle des financements : *« On a bien mis mille milliards d'euros pour sauver les banques en 2008, quand en mettra-t-on autant pour sauver le climat ? Pour l'instant, nous ne sommes pas à la hauteur des enjeux ».*

Le président du Plan Bâtiment Durable, **Philippe Pelletier**, est plus optimiste : *« Je regrette cet esprit trop misérabiliste. Avec le **plan lancé en septembre 2012**, jamais il n'y a eu en France un programme aussi ample sur le parc existant. 300 logements par jour sont sortis de la précarité. Bien sûr, tout cela prend du temps, mais on est sur le bon chemin et les bonnes habitudes sont prises ».*

Une approche que ne semblent pas partager les associations écologistes qui participent à la Coalition CFEE : il y a deux semaines, le CLER et FNE [ont déposé plainte contre la France](#) auprès de la Commission européenne pour non-respect de la directive performance énergétique des bâtiments, dénonçant l'immobilisme qui se cache derrière les grandes déclarations politiques faisant de la rénovation énergétique une priorité du Gouvernement.

Source et photos : Barnabé Binctin pour *Reporterre*

. Photo chapô : [DD Magazine](#)

Lire aussi : [La rénovation thermique, c'est très bien - mais ça coûte](#)

Cet article a été rédigé par un journaliste professionnel et a entraîné des frais. Merci de soutenir *Reporterre* :



- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Quatre-partis-d-accord-pour-une>